HISTOIRE DES ÉMOTIONS

SOUS LA DIRECTION DE
ALAIN CORBIN, JEAN-JACQUES COURTINE,
GEORGES VIGARELLO

2. Des Lumières à la fin du XIXe siècle

VOLUME DIRIGÉ PAR ALAIN CORBIN

SEUIL

5

Émotions politiques : la Révolution française

GUILLAUME MAZEAU

Tous ces gens-là sont trop sensibles.

Hippolyte Taine, *Les Origines de la France contemporaine* (1875)[1]

Idéalisées par un certain romantisme ou dénoncées pour leurs dangers, les émotions collectives sont spontanément vues comme des causes de la radicalisation révolutionnaire. Ce cliché a ses raisons. Vécue dans un mélange confus d'attentes fébriles, d'espérances, de craintes et de colères, la Révolution française laisse le souvenir d'une période incomparable, à la fois exaltante et épuisante, extraordinaire et tragique, animée par cette tension fondatrice : la volonté de refonder la société sur l'équilibre mesuré d'une « raison sensible » se heurte en permanence à l'intensité des événements. Dans ce contexte, l'hypersensibilité des populations devient à la fois une menace pour la stabilité des régimes mais aussi une redoutable arme politique pour qui parvient à s'en servir. Présentées par les philosophes sensualistes comme les vraies sources de la connaissance, louées par les patriotes comme des modes de communication naturels, dénoncées par certains membres de la noblesse ou de la bourgeoisie comme des symptômes de dégénérescence et des traces de sauvagerie, les émotions prennent une place considérable dans le déroulement de la Révolution. Car celle-ci ne se limite pas à un changement de régime politique : elle dérange tout. Les événements sont donc rarement vécus dans l'indifférence ou la sérénité de la routine mais, même pour ceux qui n'y participent pas directement, simultanément dans une « hypertrophie de conscience historique[2] » et dans une sensibilité à fleur de peau. Cette

affectivité instable et paroxystique, qui exalte et épuise, galvanise et laisse à bout de souffle, façonne un régime émotif suffisamment puissant pour qu'un siècle plus tard il retienne encore l'attention des pionniers de la psychologie des foules comme Gustave Le Bon, persuadés que seule la maîtrise des passions collectives réussira à endiguer l'éventuel retour des révolutions : « La connaissance de la psychologie des foules est aujourd'hui la dernière ressource de l'homme d'État qui veut, non pas les gouverner – la chose est devenue bien difficile – mais tout au moins ne pas être trop gouverné par elles[3]. »

Insupportables Lumières

Une nouvelle sensibilité

« D'où vient donc qu'on était devenu plus délicat, plus susceptible ? Qu'on ait trouvé insupportable le joug pourtant plus léger que celui qu'on avait autrefois accepté de porter[4] ? » Aux yeux du précepteur allemand Johann Heinrich Campe, la révolution vient d'un changement de sensibilité des Français : les souffrances auxquelles beaucoup d'entre eux avaient été contraints de s'accoutumer deviennent physiquement insupportables devant l'ampleur de la déchirure sociale[5]. Cette impression vient d'un décalage : la lente amélioration des conditions de vie ne profite pas aux plus modestes mais surtout à la bourgeoisie urbaine. En outre, elle s'accompagne d'une remontée du mépris social, donnant l'impression d'une attente douloureuse et interminable dont Jean-Jacques Rousseau se fait à la fois l'interprète et le prophète : « Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions », écrit-il dans l'*Émile* (1762), traduisant le désir fébrile et confus d'un brusque dénouement. Beaucoup de Français savent parfaitement qu'ailleurs en Europe, ou de l'autre côté de l'Atlantique, des gens ordinaires se sont insurgés ou ont même réussi à renverser le pouvoir. Plus que jamais exhibées pour compenser la confusion croissante de la société d'ordres, les marques les plus visibles du prestige social inspirent de plus en plus de répulsion : le rejet des riches, du luxe, de la cour et de « Madame Déficit », comme on surnomme la reine, attise les tensions à partir du début des années 1780. Au même moment, le rejet des excès de pouvoir touche toutes les échelles de la vie. Alors que la douceur éducative, la réciprocité et le consentement amoureux du couple marital, ainsi que l'égalité successorale entre enfants, commencent à être revendiqués dans certaines franges de la population, la critique de l'autoritarisme se focalise sur les ministres qui tentent de libéraliser la société à marche forcée entre 1787 et 1788 (Lamoignon,

Brienne) ou sur les lieux emblématiques du « despotisme », comme la Bastille, littéralement haïe bien longtemps avant d'être « prise ».

La contestation vise aussi l'opacité et la violence de la justice : la désapprobation entourant le supplice du régicide Damiens (1756), la multiplication des écrits prônant l'humanisation des peines, le succès des grandes « affaires » et « causes » impliquant des victimes de l'intolérance comme Calas (1761) et Sirven (1765), favorisent l'éclosion d'une « opinion publique » qui devient vite incontrôlable : condamnée à être brûlée en 1781 pour avoir empoisonné un parent de ses maîtres, la domestique caennaise Victoire Salmon est défendue par un jeune avocat qui, grâce à une habile campagne d'opinion, transforme ce « cas » en symbole des inégalités sociales et réussit à faire acquitter la jeune fille en 1786. Exprimant leur dégoût de la violence, les bourgeoisies urbaines sont aussi de plus en plus sensibles aux mauvaises odeurs, au désordre et à la saleté. Elles tentent donc de se distinguer du goût tapageur des élites nobiliaires comme de la grossièreté de la « populace », en faisant preuve d'une simplicité délicate. En partie inspirée par l'idéal puritain des dissidents protestants, la politesse urbaine valorise l'inhibition des pulsions et l'expression d'une sensibilité mesurée. Mais cette face policée a son revers : l'époque est aussi taraudée par une tonalité bien plus sombre et dramatique, qui donne à la critique sociale une coloration à la fois impertinente et menaçante. Dans un contexte d'essor des peurs eschatologiques, de succès des prophéties, des visions et des romans noirs, l'attention portée aux signes d'une possible fin du monde diffuse une éthique du sensationnel et du sublime, fondée sur l'esthétisation des sentiments extrêmes et sur l'attraction du mal : alors que les accidents climatiques se multiplient à la fin des années 1780, les accidents et les épreuves sont souvent interprétés comme l'annonce du Jugement dernier. De manière nouvelle, la laideur, la cruauté et la morbidité alimentent la satire politique et sociale d'un répertoire de plus en plus agressif. La dénonciation des « complots de famine », la mise en scène des libations aristocratiques et des orgies royales dans l'espace des médias clandestins redoublent les dépeçages, démembrements et pendaisons rituelles pratiqués dans les carnavals, les charivaris ou même les insurrections. Au quotidien, c'est en effet par un sentiment d'horreur et de dégoût que la critique de l'aristocratie ou du despotisme ministériel s'exprime le plus souvent.

Sentiments d'oppression

« D'abord le peuple ne se soulève que lorsqu'il est poussé au désespoir par la tyrannie. Que de maux ne souffre-t-il pas avant de se venger[6] ! » Déclenchée par l'annonce des États généraux, l'explosion d'écrits de l'été 1788 exprime cette montée de l'insoutenable. Aussitôt les vannes ouvertes, c'est une immense vague de « plaintes et doléances » qui submerge le royaume de France et embarrasse même ceux qui sont chargés d'aller porter les revendications à Versailles. Rédigés pendant le très dur hiver 1788-1789, les cahiers de doléances transpirent de cette montée de l'insupportable. Autant que les injustices et les inégalités en elles-mêmes, ce sont bien les « excès » et les « abus » qui sont dénoncés, les mots des Français révélant un sentiment de lassitude et d'urgence. La situation ne peut plus durer : « Il est temps et plus que temps de mettre un frein aux hautes et injustes prétentions de ces trop superbes ecclésiastiques qui mangent à rien faire le fruit des pauvres du peuple », affirme la communauté de Pont-Faverger (Marne)[7]. Le discours de la « dégradation » des conditions de vie, ainsi que d'une rupture des traditions et des équilibres antérieurs, repose sur certaines réalités : afin de rentabiliser leurs exploitations, certains propriétaires terriens clôturent leurs prés, interdisent aux paysans de chasser et ne leur permettent plus d'utiliser les « communaux » – les terrains communaux, d'usage collectif –, qui étaient pourtant indispensables à la survie. Un puissant climat de défiance s'installe et gagne toutes les classes sociales : de leur côté, les classes privilégiées se sentent agressées par les réformes proposées à l'Assemblée des notables (1787), qui mettent en péril, selon elles, l'ordre et les traditions du royaume de France. Se sentant menacés, beaucoup de nobles expriment leur rejet viscéral du mérite et du talent en s'agrippant à toutes les valeurs et marques symboliques de leur supériorité. La fin du siècle vit dans cette schizophrénie : la ségrégation de la société d'ordres n'a peut-être jamais été aussi fermement rappelée qu'au moment précis où elle s'effrite en réalité de toutes parts.

Dans les colonies caribéennes, la situation est paradoxalement similaire : face à l'essor du métissage et à l'ascension des libres de couleur, les tensions se multiplient, renforçant la racialisation des relations sociales. L'intolérance croissante à l'égard de la couleur de peau explique que les Blancs mésalliés ou « sang-mêlé » soient en réalité vus et discriminés comme des gens de couleur. Dans les provinces du royaume, le dégoût pour la peau basanée des gens du peuple, présent depuis la fin du XVIe siècle, s'intensifie également. Certes, tout ce qui éclate au printemps 1789 n'est pas le résultat prévisible d'une simple accumulation de mécontentements qui

auraient logiquement « abouti » à une révolution. Néanmoins, les années 1780 sont bien celles d'une tension sociale montante, le plus souvent exprimée d'une manière mécanique sous le thème du « joug » de l'aristocratie, de l'« oppression » et de l'insupportable. Ce sont ces mots que choisissent, le 22 octobre 1789, les libres de couleur qui viennent réclamer l'égalité des droits aux députés : « Il existe encore, dans une des contrées de cet empire, une espèce d'hommes avilis et dégradés, une classe de citoyens voués au mépris, à toutes les humiliations de l'esclavage, en un mot, des Français qui gémissent encore sous le joug de l'oppression[8]. » Ce ne sont pas des paroles en l'air : le succès que rencontre en 1789 la fameuse gravure *Â faut espérer qu'eu s jeu là finira ben tôt*, montrant un vieux paysan portant un noble et un prélat sur son dos, signifie que la paysannerie ne parvient plus à supporter sa situation (ill. 15, « Le peuple souffrant »).

Des populations intranquilles

Aux antipodes du « beau XVIIIe siècle » mythifié par les élites des Lumières, les années 1750-1780 sont de plus en plus intranquilles[9]. Après la fin de la guerre de Sept Ans (1763), dont les conséquences financières inspirent de sévères politiques, de nombreuses régions de l'espace atlantique se soulèvent. En France comme ailleurs, ces mobilisations collectives sont souvent réduites au simple trouble émotif. Les rapports inquiets des observateurs sur les « sensations », « troubles », « tumultes », « excitations », « émotions », « fureurs » ou « tapages » trahissent pourtant l'atmosphère épidermique de la fin du siècle : entre 1788 et 1789, près de trois cents émeutes de subsistance touchent les provinces françaises, le moindre incident mobilisant des populations à vif. Et pourtant, ni les autorités, engluées dans l'impossible réforme du royaume ni les populations elles-mêmes n'ont clairement conscience qu'un seuil de tolérance est en train d'être franchi. Les rapports de force changent : désormais, personne n'ignore que, pour faire plier le pouvoir, l'« opinion publique » et les émotions collectives constituent des leviers redoutables. Alerter, avertir, toucher, terroriser, attiser les peurs : un véritable climat attentatoire s'installe et contribue à désenchanter les populations, c'est-à-dire à les émanciper. Touchées par un écœurement et une impatience grandissante, les populations manifestent une tendance à désobéir et à défier l'autorité. Redoutée ou espérée, en tout cas mille fois annoncée, la révolution qui éclate au début de l'été 1789 est, pourtant, ressentie comme un choc.

Commotions révolutionnaires

La révolution comme choc émotionnel

« Le malheur des révolutions, c'est qu'il faut agir trop vite ; vous n'avez pas le temps d'examiner ; vous n'agissez qu'en pleine et brûlante fièvre, sous l'effroi de ne pas agir[10] » : emportés par ce que Saint-Just nommera « la force des choses », ceux qui vivent la Révolution décrivent souvent leur impression de traverser l'histoire en étrangers ou en spectateurs, ne réagissant que de manière impulsive, instinctive et émotionnelle, sans jamais avoir le temps de réfléchir, comme s'ils avaient été saisis par un mouvement extérieur qui, très vite, les déborde. « Le temps presse, tout nous commande d'avancer », note le député Duquesnoy au début du mois de juillet 1789[11] : renvoyant de plus en plus à l'idée de rupture avec le passé, la Révolution fait naître un nouveau rapport au temps, dont l'accélération et la densification exaltent autant qu'elles inquiètent. Comme l'étymologie du mot *revolvere* (ramener, revenir) le rappelle, la révolution est vécue dans un sentiment paroxystique d'être en permanence « ému », c'est-à-dire « mis en mouvement », déplacé, « transporté » dans une étourdissante instabilité. Ainsi parlent les femmes et les hommes de la fin du XVIIIe siècle, traversant les événements comme s'ils étaient touchés par une série de commotions : « Le peuple a été en mouvement toute la nuit », note, effrayé, l'agent du ministre des Affaires étrangères le 12 juillet 1789[12]. Arrivé à Paris une semaine plus tard pour voir les événements, Babeuf décrit à sa femme sa propre désorientation : « Tout autour de moi est au renversement et dans une telle fermentation que, même quand on est témoin de ce qui se passe, c'est à n'en pas croire ses yeux[13]. » Cette poussée d'énergie est pourtant d'abord ressentie comme un électrochoc libérateur. « On s'anime, on s'excite ; et les feuilles des arbres, arrachées en un instant, servirent de cocardes à plusieurs milliers d'hommes. Ce fut une véritable explosion, et dont le bruit dura pendant trois jours », ajoute Jean Dusaulx[14] à propos de l'insurrection du Palais-Royal, qui passe pour avoir déclenché la révolution, Camille Desmoulins lui-même évoquant une « expérience sublime »[15]. Deux ans plus tard, Robespierre se souviendra avec nostalgie de la « commotion salutaire qui venait d'électriser Paris » pendant l'été 1789[16].

Encore mal connue mais suscitant une réelle fascination, l'électricité sert souvent de métaphore pour exprimer le choc émancipateur : il devient commun de se dire « électrisé » par la Révolution, dont les « commotions » éprouvent les corps et les esprits, mais insufflent une énergie indestructible. Les images de l'éruption,

de la déflagration ou de l'explosion reviennent aussi pour décrire ces expressions confuses et spontanées, qui comptent d'ailleurs parmi les premières traces concrètes de la révolution politique : les rires tonitruants, les bruyants mouvements de joie, les torrents de larmes et les puissantes clameurs sont donc en majorité ressentis comme les manifestations naturelles d'une impulsion collective. La capacité à préserver cette énergie des premiers jours est d'ailleurs rapidement identifiée par les radicaux comme une des principales missions du bon révolutionnaire, censé tenir en alerte les esprits inertes et les corps endormis, ainsi que « choquer » les insensibles. Marat ne conçoit pas autrement son travail de journalisme : « Ils s'efforcent d'endormir le peuple, je m'efforce de le réveiller. Ils lui donnent de l'opium, je verse de l'eau-forte dans ses blessures et j'en verserai jusqu'à ce qu'il soit pleinement rentré dans ses droits[17]. » Un bon révolutionnaire est celui qui électrise les esprits, c'est-à-dire, selon les dictionnaires du temps et l'*Encyclopédie* notamment, « communique la vertu électrique », « fait une impression vive et profonde, enflamme », voire « patriotise ». Selon Marat, les insurrections sont la plus pure expression de cette énergie révolutionnaire. Dans un même ordre d'idées, Sade affirme que la République doit garder la vitalité d'une insurrection permanente : « L'insurrection [...] doit pourtant être l'état permanent d'une république[18] », dont l'œil ouvert et le coq, symboles de l'alerte et de la vigilance, sont parmi les premiers symboles. À l'inverse des corps jugés mous, efféminés et monstrueux des « aristocrates », le grand corps viril, énergique, tendu et ferme du musculeux Hercule devient l'emblème du peuple, tandis que le soldat incarne l'énergie et le « zèle » masculin censés faire triompher la Révolution. Cette fiction nationale fonctionne aussi à l'étranger, où l'on craint les volontaires français pour leur énergie réputée hors du commun. « Les citoyens timides, les hommes qui aiment leur repos, les heureux du siècle [...] ne redoutent rien tant que les émeutes populaires : elles tendent à détruire leur bonheur, en amenant un nouvel ordre de choses. Aussi s'élèvent-ils sans cesse contre les récits énergiques, les discours véhéments, en un mot contre tout ce qui peut faire sentir au peuple sa misère, et le rappeler à ses droits[19] » : pour Marat, l'énergie et l'indignation de la révolte sont les seules réponses possibles à l'oppression. Danton sera plus mesuré, tout en reconnaissant la part de folie et de radicalité dans la réussite de la révolution : « Il faut de l'exaltation pour fonder des républiques[20]. »

« Les événements se succédaient avec tant de rapidité qu'ils se confondaient et que j'ai bien de la peine à les remettre en ordre. Les heures m'échappent[21] » : comme s'en souvient l'électeur de Paris Jean Dusaulx, la révolution se vit comme

une course haletante, une lutte contre le temps et une performance physique extrême. Aux États généraux, le bras de fer qu'entament les députés du tiers état avec la noblesse ne leur laisse aucun répit. Parmi eux, Adrien Duquesnoy se souvient d'avoir vécu en surrégime : « C'était un délire, une ivresse [...]. Nous avons fait dans six heures ce qui devait durer des mois, ce qui nous effrayait ; quel puissant moyen de faire taire les incendiaires et les déclamateurs ! Il m'est impossible d'écrire ; je suis trop agité par tous les sentiments[22]. » Les émotions débordent sans cesse la pensée : les premiers révolutionnaires sont à la fois hypersensibles et hyperactifs. S'engager dans la Révolution est vécu comme une performance réalisée par des hommes célébrés comme des « athlètes ». Malgré leurs âges différents, les révolutionnaires aiment à se présenter sous le signe de la jeunesse, acceptant d'incarner une fictive « génération révolutionnaire » : parce qu'elle se vit aussi comme un retour à l'heureuse enfance des peuples, la Révolution valorise la vitalité de la jeunesse. De leur côté, certains contre-révolutionnaires présentent l'Ancien Régime comme « un vénérable vieillard, qui, après en avoir patiemment supporté l'insolence, est tombé sous les coups redoublés d'une barbare jeunesse[23] ». Mais le fantasme de la vitalité permanente a ses contreparties. En 1791, dans son *Mémoire de médecine pratique sur les efforts*, Claude-Denis Balme fait l'éloge de l'amélioration des performances physiques, tout en avertissant de ses dangers. De fait, les acteurs de la Révolution poussent leur corps à bout et se plaignent de la fatigue, des maladies, de leur constante fébrilité. Pour tenir, beaucoup se dopent en prenant de fortes doses de café ou de thé le jour et de l'opium la nuit, afin de dormir, lorsqu'ils trouvent le temps. À la fin de l'été 1790, le journaliste Élisée Loustalot serait ainsi littéralement mort de fatigue, mais aussi parce qu'il aurait été terrassé par la nouvelle du massacre des Suisses de Châteauvieux, ceux qui, un an auparavant, avaient refusé de tirer sur le peuple et qui viennent d'être réprimés sans pitié pour avoir réclamé leur solde. Vraie ou fausse, la thèse de l'attaque cardiaque est alors suffisamment crédible pour traduire un imaginaire collectif : propagée par les médias traditionnels ou même par de nouveaux conducteurs comme le télégraphe, l'énergie révolutionnaire se dissémine comme un fluide qui dynamise les corps et met les esprits en alerte. Réputés pour leur capacité à littéralement « endosser » les énergies collectives, les porte-parole et représentants de la nation expriment les tensions intérieures engendrées par l'exigence du dépassement de soi : « Le plus grand nombre des députés s'agitait tumultueusement. On entrevoyait sur les visages une inquiétude sombre, un air farouche, une fureur concentrée qui perçait à travers les efforts employés pour la contenir », écrit le

marquis de Ferrières dans ses *Mémoires*[24]. Après 1796, de l'autre côté des Alpes, un général radical incarnera à la perfection cette utopie du volontarisme politique, tourné vers l'action permanente : dès la campagne d'Italie, Bonaparte se met en scène comme un homme mû par une énergie nouvelle, ne fermant jamais l'œil, travaillant jour et nuit au changement du monde.

Des émotions à maîtriser

Très vite, d'aucuns s'inquiètent des débordements éventuels de cette énergie inconnue. Dès qu'ils rédigent les cahiers de doléances, certains demandent à leurs représentants de résister à l'enthousiasme excessif que la situation exceptionnelle pourrait entraîner : « Les représentants d'une nation doivent [...], avant de prendre un parti, laisser refroidir l'émotion que leur zèle même a pu leur inspirer. Tous leurs actes doivent être mesurés, sages, bienfaisants et augustes[25]. » Le mouvement enclenché peut rapidement devenir incontrôlable : « Nous sommes dans un moment de crise bien redoutable. C'est au point qu'il donne des craintes fondées sur l'impuissance de calmer l'effervescence de toutes les têtes », se lamente un agent du ministre des Affaires étrangères[26]. Dès l'été 1789, alors que les députés s'alarment des passions provoquées par le public au sein de l'Assemblée nationale, accusant plus particulièrement les femmes, beaucoup craignent que la révolution ne permette à la sauvagerie populaire de se libérer sans freins : « Chaque jour aussi on apprend que la commotion va se faire éprouver successivement dans les autres villes », s'effraie Lally-Tollendal à peine une semaine après la prise de la Bastille[27].

Très vite, la rétention des émotions devient un marqueur politique. Les plus modérés cherchent à se démarquer des radicaux en affichant leur « sagesse » et leur retenue : « Nous n'avons agi qu'après le plus mûr examen, sans passion quelconque », précise le député Virieu en juin 1789[28]. Prenant la parole les 9 et 10 juillet 1789, Jean-Joseph Mounier affirme que le « sang-froid » doit guider les hommes d'État[29]. Pour beaucoup, le choc révolutionnaire égare les esprits les plus faibles et risque d'engendrer le chaos. En 1789, l'abbé Coster, député de Verdun, pense sincèrement que son collègue Mayer, de Sarreguemines, est devenu fou pour avoir osé prêter serment au Jeu de Paume : « Il [...] en avait la conscience bourrelée [...] ; la peur l'a pris et la tête lui a sauté[30]. » Même chez les radicaux, la maîtrise des émotions peut être présentée comme un acte de vertu politique : le 31 août 1789, à l'église Sainte-Marguerite, l'abbé Fauchet fait l'éloge du désintéressement devant les artisans et ouvriers du faubourg Saint-Antoine, en présentant celui-ci comme la capacité à s'élever au-dessus des passions particulières[31]. Plus la

révolution se radicalise, plus ces marqueurs se renforcent. Ainsi en 1793 Madame Roland s'effraie-elle de la dégénérescence de Claude Lazowski, issu de la petite noblesse polonaise mais qui, au fur et à mesure de son engagement dans la sans-culotterie, se mue selon elle en une brute effrayante : « [Il] devint patriote, prit des cheveux gras, brailla dans une section [...]. Le joli monsieur, à petites grimaces, avait pris la tournure brutale d'un patriote enragé, la face enluminée d'un buveur et l'œil hagard d'un assassin[32]. » De 1789 à 1792, puis après 1794, le suffrage censitaire est utilisé comme un filtre permettant de mettre la politique à l'abri de l'« insensibilité » du peuple, c'est-à-dire de sa brutalité : en donnant le pouvoir de voter aux propriétaires fonciers et aux hommes, en confiant le maintien de l'ordre public à des gens « raisonnables », les législateurs font reposer l'avenir de la cité sur ceux qui ont intérêt à ce que la Révolution ne dérive pas au gré des passions populaires. Ces conceptions imprègnent aussi les modèles du soldat citoyen, sur lequel repose la défense de la Révolution. Dès l'été 1789, les gardes nationaux sont sélectionnés sur des critères économiques et moraux. Plus tard, en 1793, s'impose l'idéal-type du sans-culotte, défini comme un représentant responsable de l'ordre révolutionnaire. Après l'été 1794, il s'agit d'aller encore plus loin et de « civiliser », voire de « régénérer » les classes populaires en les éduquant ou en soignant leurs passions collectives, vues comme des pathologies.

Sous le Directoire, les idéologues entendent en effet à la fois dépolitiser et dépassionner le peuple. Fustigeant les « exagérations » et les « extrêmes », au nom du bon sens et du juste milieu, les républicains conservateurs défendent un sévère contrôle des mœurs et promeuvent une langue de bois reposant sur la neutralité bien tempérée. Les nombreux efforts d'éducation et de « vulgarisation » visent alors plus à civiliser les mœurs, autrement dit à les domestiquer au sein d'une République plus conservatrice, qu'à subvertir les dominations sociales. Un nouvel ordre moral s'impose, dont témoignent les articles de *La Décade philosophique* : « Institution du travail : "C'est elle enfin qui, assurant un bonheur propre et durable, plaçant chez le pauvre l'espérance près du besoin, ranimant dans le riche le désir près de la satiété, entretenant en tous le ressort nécessaire à la faculté de jouir, préserve l'âme de ces passions inquiètes, tracassières, malfaisantes, que l'ennui fait naître » (20 décembre 1797). Dans ses concours de 1797 et 1798, portant sur « l'influence des signes sur la formation des idées », l'Institut national engage une réflexion sur le rôle des émotions dans la fabrique de la radicalité. Membre de la Société des observateurs de l'homme, Joseph Marie de Gérando participe aux deux concours. Il n'aura ensuite de cesse de déterminer les éléments

qui influencent les sensations des hommes : ces informations constituent la base d'un vaste projet de science générale des sociétés humaines destiné à faire enfin passer le « temps des passions » grâce à l'avènement d'une « politique raisonnée »[33].

De manière moins concertée, l'inquiétude suscitée par la Révolution fait de l'interprétation des émotions une activité quotidienne : devant l'impuissance de la raison et des politiques à anticiper l'avenir, les pratiques divinatoires connaissent une nette recrudescence. Les prophétesses et magiciennes sont très consultées : affirmant que « tout ce que nous voyons n'est que le commencement de ce qui va survenir », la jeune Suzette Labrousse devient une célébrité pour sa capacité à interpréter les « passions et [les] mouvements qui agitent les sociétés »[34]. Les vibrations des foules pendant les fêtes, l'unisson des voix des diverses assemblées, la communion partagée lors des deuils et pompes funèbres, les frissons provoqués par la chute du couperet de la guillotine, les transes organisées par les prêtres réfractaires de la Petite Église lors des messes clandestines ou, autour du Panthéon, par les jansénistes et les prophétesses comme Catherine Théot en 1794, témoignent de cette recherche de lien sensible et mystique entre les individus, que ni les anciennes institutions ni les communautés ne peuvent plus prétendre monopoliser. D'autres moyens sont expérimentés pour faire circuler l'énergie révolutionnaire. Pensant pouvoir maîtriser le magnétisme animal, Mesmer se fait un nom en organisant des séances de « crises magnétiques », censées décongestionner la circulation des fluides corporels : dans son hôtel parisien, le fondateur de la Société de l'harmonie universelle attache ses clients autour de baquets dont sortent des tiges de fer, destinées à recharger les énergies corporelles[35]. « Depuis quatre ans bientôt nous passons d'une transe cruelle à une transe plus cruelle encore », regrette, épuisé, l'émigré Pierre-Nicolas Chantreau, fustigeant les « zélateurs de la liberté »[36]. Pour certains, l'excès de zèle, d'énergie conduit surtout au fanatisme, au charlatanisme et à la violence. Il importe donc de stabiliser et de « fixer » la Révolution en apaisant les corps comme les esprits. Cette aspiration au calme fera perdre le soutien d'une partie de la population à Napoléon en 1814 et 1815. Incarnant ce charisme de l'énergie et du mouvement, l'ancien général robespierriste finit par épuiser et insécuriser ceux qui aspirent à une « restauration » et à une stabilisation plus complète : « Chacun voyait en lui l'obstacle de son repos et le repos était devenu le premier besoin de tous », se souviendra la comtesse de Boigne[37].

Peurs, colères et terreurs

Terreurs révolutionnaires

« Je ne vois pas sans une terreur profonde la destinée qui attend la nation[38]. » Écrits seulement deux semaines après l'ouverture des États généraux, ces mots de Duquesnoy suggèrent le vertige qui paralyse ceux qui osent braver l'ordre ancien. Les États généraux, considérés comme la dernière chance avant le précipice de la banqueroute, concentrent toutes les attentes. Le blocage immédiat des discussions et la décision du tiers état de faire cavalier seul provoquent de ce fait un sentiment de panique. La peur d'être réprimé n'est pas un fantasme mais vient de la réalité la plus crue de la monarchie, qui continue de régner par la violence et la terreur : dans le faubourg Saint-Antoine, un mois auparavant, les troupes avaient méthodiquement abattu plus de trois cents manifestants et insurgés qui avaient osé s'élever contre la baisse des salaires ouvriers. Or le sentiment de « terreur » exprimé par les populations dès le printemps 1789 a été volontairement fabriqué par l'État : depuis la seconde moitié du XVIIe siècle, inspirer la terreur fait partie des premières qualités d'un bon roi qui doit savoir manier la foudre. Ceux qui s'opposent à lui savent ce qu'ils risquent : plus que l'adhésion volontaire au régime, c'est l'obéissance par la « terreur des lois » qui est recherchée, assurée par l'exhibition quotidienne de la violence légale.

Renforcée par la censure et la mauvaise qualité des informations qui circulent, cette terreur fait donc partie du quotidien. Depuis les années 1750, les rumeurs conduisant à penser que l'aristocratie ou la bourgeoisie montante (les « affameurs », « monopoleurs ») veulent affamer ou même éliminer le peuple ne cessent de circuler. À intervalles réguliers, la peur de la mort du roi traduit l'impression d'une faillite croissante de l'État. À ces craintes concrètes s'ajoutent des peurs plus eschatologiques : la peur de la Révolution s'explique aussi par l'obsession d'une prochaine fin du monde et de l'arrivée du Jugement dernier. C'est dans ce contexte envahi par l'irrationnel qu'au printemps 1789 le régime s'effondre en quelques semaines seulement, dans l'atmosphère dense et extatique des États généraux, sans qu'une porte de sortie apparaisse clairement. L'absence de réaction claire du pouvoir après la proclamation du tiers en « Assemblée des communes » (6 mai) puis en « Assemblée nationale » (17 juin) provoque un véritable sentiment de sidération, tant le régime renvoyait, au-delà de lui-même, à un ordre du monde. Elles-mêmes paniquées par le gouffre qui s'ouvre chaque jour un peu plus, les grandes familles quittent Versailles, vidant les couloirs du château, relançant les

rumeurs de possible complot et d'anarchie. Dans les villes et les campagnes, au fur et à mesure que se propagent les nouvelles de l'écroulement, les habitants sont gagnés par des sentiments intenses et confus, qui ont longtemps été amalgamés sous l'expression réductrice de « Grande Peur ». Certes, la crainte des brigands et du complot aristocratique pousse certains paysans à prendre les armes, à revendiquer leurs droits coutumiers et, plus rarement, à utiliser la violence, déclenchant de véritables paniques parmi les nobles, qui réussiront à résumer les événements aux « châteaux incendiés, [aux] seigneurs égorgés [et aux] ministres de la religion outragés[39] ». Les populations ont d'ailleurs raison de s'inquiéter : alors que, des villages aux grandes villes, les anciens pouvoirs politiques se disloquent les uns après les autres, la crainte que la Révolution ne supprime les freins à la colère saisit même les petits paysans, eux qui ont pourtant si peu à perdre mais qui s'inquiètent de la réaction de ceux qui sont tout en bas : la multitude des sans-aveu, vagabonds et indigents, dont l'afflux dans les villes sème le trouble. Mais les communautés villageoises prennent surtout les armes pour se protéger d'autres menaces : qui ne sait alors que l'affaiblissement du royaume porte le risque d'une invasion étrangère et que l'effondrement de l'autorité risque d'engendrer une insécurité généralisée, prétexte à la violente reprise en main du pouvoir ? Il ne faut pas sous-estimer l'impact des rumeurs les plus folles qui traversent les frontières. Les nouvelles de la féroce répression des patriotes brabançons, eux-mêmes engagés dans une révolution, terrorise les populations : « Les soldats [...] ont fouetté des enfants au berceau jusqu'à la mort ; en ont déchiré d'autres en quatre quartiers[40]. » La peur, quelques années plus tard, c'est aussi celle qui s'installe de manière plus endémique pendant l'invasion étrangère et la guerre civile : à partir de l'automne 1792 et du printemps 1793, les populations des régions envahies et occupées, touchées par les violences et par la répression, vivent dans un climat de paranoïa lié à la peur des atrocités de guerre, de la sauvagerie ennemie et de l'ennemi caché, ce qui n'empêche pas des populations entières de vivre parfois presque normalement, dans les régions plus éloignées des troubles. Surtout, la certitude d'être prochainement soi-même victime d'atrocités autorise les pires brutalités : c'est en raison de ce mécanisme préventif qu'après l'été 1790 les prêtres réfractaires ou de simples suspects sont parfois massacrés, lynchés, démembrés par des individus jusqu'ici sans histoires, qui brandissent leur tête, leur cœur ou leurs testicules comme des trophées et deviennent même des héros pour ces actes d'une brutalité extrême.

Pour les plus radicaux, cette violence est légitime : pour réussir à faire plier le pouvoir, le peuple n'a d'autre choix que de se saisir de la terreur et de la retourner

contre ses oppresseurs. « Ce sont [l]es émeutes qui ont subjugué la faction aristocratique des États généraux contre laquelle avaient échoué les armes de la philosophie et l'autorité du monarque ; ce sont elles qui l'ont rappelée, par la terreur, au devoir », affirme Marat[41]. Ainsi lorsqu'à l'été 1794 ceux qui affirment que Robespierre aurait inventé et dirigé un « système de la Terreur » instrumentalisent à leur profit un imaginaire déjà ancien mais déforment la réalité. Même si elle ne correspond à aucun plan systématique, parce que jamais ceux qui sont alors au pouvoir n'en ont l'envie ni les moyens, la « terreur » de l'an II provient bien d'une politique des émotions spécifique, destinée à faire survivre, coûte que coûte mais à moindres frais, la jeune République. Commis en septembre 1792, les massacres de milliers de « contre-révolutionnaires » emprisonnés constituent une scène matricielle de l'horreur, que les républicains tenteront difficilement de dissocier du nouveau régime, proclamé deux semaines plus tard. Pour répondre aux nécessités de défense du territoire mais aussi aux demandes de vengeance, de justice, et pour dissuader ceux qui sont tentés par la violence, les Girondins comme, après eux, les Montagnards décident de mettre en place des institutions d'exception qui rendent les décisions plus efficaces et instrumentalisent les émotions collectives. La peur doit changer de camp : c'est ce que Billaud-Varenne appelle la « terreur-réplique »[42]. « Il est temps d'élever des échafauds pour les auteurs des assassinats et pour ceux qui les provoquent. La Convention nationale, en arrivant ici, a dû faire cesser les défiances et les agitations ; elle est venue pour rétablir la loi », affirme le député Kersaint après les massacres de septembre 1792[43]. La politique de salut public se conçoit comme une politique antiterroriste dont l'opinion constitue le levier principal : la réduction générale des libertés, la répression et l'exclusion des « ennemis de la nation », la mise en scène spectaculaire des exécutions les plus politiques, la surenchère verbale et les effets d'annonce à l'Assemblée visent autant à rassurer et sécuriser les républicains qu'à terroriser les contre-révolutionnaires. Pourtant, la politique des émotions n'est pas une chose simple et la peur ne se laisse pas facilement contrôler : la dénonciation des « brigands » et des « hors-la-loi » renforce souvent la peur collective au sein même des républicains, touchés par le climat de suspicion, par l'incapacité ou l'absence de volonté des autorités de punir les exactions.

En 1793 et 1794, la « terreur » effectivement ressentie par les populations est réelle, mais elle n'est pas la même que celle de l'Ancien Régime, ni que celle des débuts de la Révolution : liée à la dictature de salut public, elle est aussi due à la guerre civile, provoquée par la fragilisation des freins à la violence. Cette peur est

palpable dans les colonies antillaises, marquées par l'extrême dureté de la ségrégation. Dans ces espaces, la crainte de la sauvagerie des esclaves et même des libres de couleur parcourt les élites euro-américaines ou « blanches », paralysées par la sensation d'être assiégées par des hordes d'animaux : en octobre 1793, Edmond-Charles Genêt, alors diplomate aux États-Unis, raconte comment la nouvelle des insurrections de Saint-Domingue « répandit la terreur parmi tous les propriétaires de nègres[44] ». Relayé par les journaux français, espagnols et américains rivalisant de sensationnalisme pour décrire les « dévastations », les « horreurs » et « atrocités » commises contre les Blancs, le « spectre de la révolution noire »[45] justifie une violence d'État qui n'est pourtant déjà plus légale : le 25 février 1791, à Saint-Domingue, trois ans après l'abolition de la torture, les libres de couleur Vincent Ogé et Jean-Baptiste Chavannes sont roués vifs sur la place du Cap, pour avoir pris la tête d'une révolte armée quelques mois plus tôt. Pourtant, si elle radicalise le plus souvent les positions, la peur favorise aussi plus rarement la retenue et la pacification : dans l'ouest, en 1815, lors du retour de la monarchie, la paralysie provoquée par l'éventuel regain des passions meurtrières de 1793-1794 réussit à éviter la guerre civile. Plus au sud, dans la vallée du Rhône, le souvenir des violences de l'an II, moins bien canalisé, est au contraire utilisé au nom de la vengeance et justifie de nombreux massacres de « bleus » – nom que l'on donnait aux soldats républicains en raison de la couleur de leur uniforme[46].

L'impression d'une nouvelle forme de « terreur » vient aussi de l'hypersensibilité de l'opinion publique, propice à un type inédit de violence : les attentats politiques. Visant des victimes particulièrement sensibles afin de semer la peur, ces actes sont commis par des minorités qui cherchent à exploiter le choc de l'événement pour donner l'impression qu'ils sont plus puissants qu'ils ne le sont et déclencher des réactions en chaîne. De l'assassinat de Lepeletier de Saint-Fargeau le 20 janvier 1793 à celui de Féraud le 20 mai 1795 en passant par celui de Marat le 13 juillet 1793, les attentats sont utilisés par tous les camps pour faire basculer les événements en leur faveur. Sous le Directoire, les chouans ont recours aux techniques de guérilla dans une optique semblable : les opérations de « chouannerie à volonté » des campagnes de l'ouest ne visent pas à faire tomber les armées républicaines mais à semer l'horreur parmi les populations civiles. Plusieurs bandes lancent en effet des raids terribles, assassinant les maires ou les officiers municipaux, mais aussi des femmes et des enfants, et exposant les corps déchiquetés, décapités ou démembrés de leurs victimes.

Même s'ils cherchent avant tout à combattre ces peurs et à leur donner des réponses légales, les députés jouent eux-mêmes aux apprentis sorciers et comprennent vite l'usage qu'ils peuvent faire de l'horreur publique. Dès l'été 1789, l'explosion accidentelle du château de Quincey, tuant des paysans et des soldats accueillis par le seigneur du lieu, est habilement transformée à l'Assemblée en massacre afin de justifier la répression des « aristocrates ». En juillet 1793, l'attentat commis contre Marat, visant à semer la panique parmi les sans-culottes, est lui aussi instrumentalisé contre les partisans des Girondins, accusés, à tort, d'être responsables de la haine contre l'« ami du peuple ». Les autorités augmentent la répression après chaque attentat et rognent les libertés au nom de la défense de la République, la lutte contre les « terroristes » faisant basculer le régime dans une dictature politique fondée sur la stigmatisation de populations entières. Au début du Consulat, la panique provoquée par l'attentat à la « machine infernale » perpétré par des royalistes contre Bonaparte dans la rue Saint-Nicaise (24 décembre 1800) est ainsi totalement détournée pour éliminer des centaines de républicains, pourtant étrangers à l'événement, et consolider le pouvoir[47]. La terreur des attentats, enfin, est aussi parfois exploitée pour créer un soutien populaire à la politique étrangère : au printemps 1799, l'agression des trois ministres plénipotentiaires envoyés par la France au congrès de Rastatt est exploitée afin de légitimer une politique anti-autrichienne[48].

Révolution et indignations

Omniprésente, la peur est pourtant souvent confondue avec la gamme des différentes colères collectives, allant de l'indignation à la fureur. Souvent résumée à de simples mouvements de frayeur, la « Grande Peur » est bien plutôt une « Grande Colère », faite d'explosions d'« indignation », c'est-à-dire, selon les mots de l'époque, une colère politique dirigée contre les seigneurs accusés d'avoir trahi les obligations coutumières : ainsi, à La Motte-Fouquet (Orne), le 28 juillet 1789, le vieux marquis de Falconer est agressé par les paysans qui lui reprochent de s'être approprié les terres communes[49]. Cette colère est désordonnée, mais c'est elle qui, poussant les députés à calmer le peuple, comme l'avoue le vicomte de Noailles[50], les amène à voter l'abolition des privilèges le 4 août 1789. La Révolution française est donc autant une révolution de la colère que de la peur. Marquée par la marée des cahiers de « doléances, plaintes et remontrances », l'année 1789 commence d'abord par une vague protestataire. « La plainte n'est-elle pas un droit naturel ? », avertit Henri Grégoire[51] : certains députés savent que le droit de se plaindre implique celui de

s'indigner, de protester, voire de résister à l'« oppression ». Pratiqué par les solliciteurs de l'Ancien Régime, le registre de la plainte demeure une stratégie pour attirer l'attention du pouvoir, mais il change de statut : n'indiquant plus une soumission ni une allégeance privée dans le but d'obtenir une faveur, il est désormais utilisé comme un droit dont les citoyens peuvent se saisir, sous la forme de la pétition.

Un des principaux ressorts de la plainte, c'est l'indignation, définie comme un sentiment de « colère que donne une chose indigne, injuste, contraire à la raison, à la vertu[52] » : un bon révolutionnaire est celui qui ose protester, qui ne consent pas, par habitude ni conformisme, à la soumission et prend le risque de lancer l'alerte ou de s'insurger devant une situation désormais intolérable. Or, que ce soit sous la monarchie ou sous la dictature de salut public, s'opposer signifie souvent risquer sa vie. Dès le début de la Révolution, la « sainte colère du patriote » est donc valorisée comme une marque de courage et de « zèle ». Aux yeux des radicaux, le bon citoyen est rebelle et revêche : la culture de la vigilance, de la défiance et de l'opposition critique se traduit par de nouveaux modes de comportement. Si la crainte incite les populations à se défendre et se mobiliser, la colère est à l'origine de la plupart des mouvements de protestation, et c'est aussi elle qui relance souvent la révolution populaire. La colère devient même un cliché de la culture politique radicale : en 1793, *Le Père Duchesne*, journal de Jacques-René Hébert, est réputé pour ses fureurs, ses jurons et ses « grandes colères », assumant avec provocation d'éructer son désaccord au visage des contre-révolutionnaires. Les porte-parole les plus radicaux comme Marat ou Jacques Roux gagnent d'ailleurs leur popularité de leur capacité à refuser le consensus, à cliver, de manière provocatrice ou violente. Détestés par les modérés et les contre-révolutionnaires pour leurs outrances à la fois sincères et calculées, ils sont d'autant plus aimés par les sans-culottes. Une culture politique radicale, disqualifiée comme « extrême » ou « enragée », mais évidemment sophistiquée, se forge dans cette surenchère colérique qui, parce qu'elle devient un instrument de visibilité politique et un levier de mobilisation, s'emballe parfois et se transforme en menace pour la stabilité du nouveau régime républicain : comme le dit Robespierre, « la défiance est au sentiment intime de liberté ce que la jalousie est à l'amour[53] », c'est-à-dire un danger potentiel.

Parce qu'elles sont vite incontrôlables, de telles colères ne sont pas acceptées par tout le monde. Tout en comprenant la haine du peuple envers les anciens cadres de l'Ancien Régime, Louis Abel Beffroi de Reigny refuse pourtant de considérer que la colère puisse justifier la violence :